



**SYNDICAT
DE LA
FONCTION
PUBLIQUE**

Aupupu Nō Te Tura Ō Te Ti'a - 'Ohipa Ā Te Hau

Tranche de vie dans l'administration polynésienne

Août 2025

Décentralisation ou déconcentration... et nous ?

Je m'appelle Herenui, *prénom d'emprunt*, et je suis fonctionnaire au sein de la direction de l'équipement. Comme beaucoup j'ai pris connaissance du projet de « décentralisation » administrative par médias interposés, et aujourd'hui je m'inquiète. Quelle est mon avenir et celui de ma famille ? Car j'ai bien l'impression qu'au milieu de toutes ces annonces, comme bien d'autres, je suis un petit pion que certains voudraient bouger sur un grand échiquier. Facile pour eux, mais pour ma famille et moi c'est une toute autre affaire.

Dès mon entrée dans la fonction publique, il y a un peu moins d'une dizaine d'années, j'ai acheté avec mon mari un appartement. Les prix de l'immobilier étaient encore relativement abordables et nous avons obtenu un crédit assez facilement. Si demain l'administration m'impose d'aller vers la presqu'île, mon mari et moi risquons soit de vivre séparés, soit de passer notre temps sur la route avec tous les risques que cela représente.

Imaginons que nous prenions l'option de déménager pour nous établir autour de Taravao, nous vendrons notre appartement, certes avec une petite plus-value, mais même après 15 ans de remboursement, nous n'aurons quasiment payé que des intérêts. Le produit de la vente servira alors simplement à rembourser notre crédit et lever l'hypothèque prise sur notre bien. Seulement les prix de l'immobilier ont tellement progressé que je ne pourrais même plus m'endetter et acheter ! Avec ce bel effet d'annonce, la spéculation sur la presqu'île va aller bon train et les prix vont encore davantage flamber ! Nous pourrions alors anticiper et acheter maintenant... Mais si par un détour de circonstances, tout ce projet tombe à l'eau, nous aurons tout perdu pour rien...

Ce qui me semble absurde dans ce projet c'est que d'une certaine manière il vient consacrer un télétravail dont l'administration ne veut pas vraiment ! Envoyer loin de Papeete les agents des services qui n'ont pas besoin d'accueillir du public, c'est d'une certaine façon rassembler ce qui peut se faire en télétravail. Paradoxalement le gouvernement a restreint fortement les possibilités de travail en distanciel, raison pour laquelle bon nombre de collègues comme moi-même avons du mal à en bénéficier.



<https://sfppolynesie.org>

BP 42 105 - 98 713 Fare Tony Papeete

Sfppolynesie@gmail.com

+33(0)6 48 66 63 68 (Olivier) - 89 73 31 61 (Christophe) - 87 26 32 39 (Hervé)

Syndicat de la Fonction Publique

Existe-t-il une étude de base pour savoir précisément où habitent les agents de notre administration et quelles sont nos déplacements, y compris ceux des conjoints qui ne sont pas fonctionnaires ? Sait-on si nous sommes propriétaires ou locataires ? Connait-on la taille de nos logements et surtout notre niveau d'endettement ? A-t-on une idée assez précise de qui pourrait travailler pleinement en distanciel et qui doit impérativement se rendre sur son lieu de travail ? Je n'ai pas vu passer récemment non plus de questionnaire pour savoir qui serait enclin à déménager, à changer de service, de poste pour favoriser ce mouvement...

Il y eut certes une approche en octobre 2024 avec l'enquête « *Déplacements et mobilité professionnelle* » de la DMRA. Mais de mémoire, il n'y eu jamais de retour. Nous ne savons pas combien d'agents publics ont participé à cette enquête et aucun résultat ne fut présenté. Transparence quand tu t'éclipes...

Le danger derrière pareilles annonces, c'est la spéculation et l'anticipation qu'elles provoquent. Car sans remettre en cause la volonté du gouvernement actuel, le projet semble devoir être porté par deux ou trois gouvernements successifs pour aller à son terme. Deux ou trois élections... ça en fait des possibilités de « *on fait* », « *on ne fait pas* » ! On a déjà vu cela tellement de fois avec des tas "d'immenses" projets !

Si l'objectif annoncé est de « *rééquilibrer les inégalités spatiales* », et de réduire la « *congestion routière* », alors ne suffirait-il pas de simplifier et étendre l'accès au télétravail pour bon nombre de fonctionnaires **et de salariés du privé** ? Ne pourrait-on pas créer d'immenses parking flottants comme cela existe déjà dans quelques villes situées en bord de mer afin de décongestionner le centre-ville de Papeete ? Ne pourrait-on pas dire simplement « stop » au règne de la voiture comme certaines agglomérations l'ont déjà fait avec succès ? **Pourquoi faire porter aux fonctionnaires que nous sommes, toute la responsabilité de ces « inégalités spatiales » et de cette « congestion routière » au point qu'il nous appartiendrait d'y apporter seuls la solution ?**

Et je pense maintenant aux usagers du service public, et notamment ceux qui viennent des îles... Ils vont être contents de devoir aller jusqu'à la presqu'île après que l'« antenne de Papeete » leur aura dit que malheureusement la solution à leur problème se trouve... à l'échelon central situé à Papara ou Taravao.

Je suis aujourd'hui à la fois inquiète et amusée. Inquiète, car si je suis contrainte de vendre le seul bien immobilier que j'ai pu acquérir, je risque fort de ne plus avoir les moyens d'en acheter un autre. Mon salaire n'a pas suivi le rythme des prix de l'immobilier. De nos jours, les règles financières imposent un apport que je ne pourrais sans doute pas réaliser. Quant à mon salaire et celui de mon mari, ils ne permettront plus d'acquérir grand-chose dans la configuration actuelle. Inquiète car mon mari qui n'est pas fonctionnaire devra quant à



lui continuer à travailler sur Papeete. Dès lors, soit il risquera sa vie sur la route, soit nous risquerons notre couple !

Mais je suis aussi amusée car les immenses projets qui n'ont jamais débouché, nous les collectionnons à Tahiti. La quatre voies jusqu'à Taravao, le village tahitien, etc. Alors je me dis que celui-là pourrait bien s'ajouter aux autres. Les majorités politiques qui se succèdent ont en général un malin plaisir à défaire ce que leurs prédécesseurs ont initié.

Pour autant, je ne suis pas forcément contre la « relocalisation » des services administratifs du Pays. Il y a du sens à se déployer là où il reste de l'espace. Cela permettra peut-être aussi de travailler dans de meilleures conditions. Mais au lieu d'amorcer un mouvement par le haut, peut-être aurait-il été judicieux de l'amorcer par le bas et d'enquêter les fonctionnaires en amont... Car si pour certains le mouvement est peut-être facile, pour d'autres, il est presque impossible. Il ne faudrait donc pas ruiner des vies par pur autoritarisme et idéalisme. **La gestion de l'espace n'est pas que l'affaire des agents publics.** Au fait, dispose-t-on d'un retour de l'expérience des Fare Ora par lesquels notre administration tente de se positionner au plus près de nos populations ?

Voilà, je suis une fonctionnaire comme il y en a tant d'autres dans notre administration. Ma situation personnelle doit correspondre à celle de bon nombre d'entre nous. De tels effets d'annonces génèrent des inquiétudes qui seront difficiles à apaiser. Je ne sais plus aujourd'hui comment projeter mon avenir. Et moi qui avait choisi la fonction publique pour une certaine tranquillité de vie !

Très cordialement, le secrétaire général



Olivier Champion

Nous vous rappelons que nous sommes à votre disposition pour tout problème que vous pourriez rencontrer, que vous soyez affilié(e) ou non à notre centrale.